

(RESOLUTION D'ORIENTATION GENERALE adoptée par 297 mandats contre 1-75, 34 abstentions et 12 refus de vote)

Les conditions de l'avancée du Parti

La crise du régime s'aggrave. Le décalage entre les problèmes quotidiens vécus par les travailleurs et les jeux du système politique n'a jamais été aussi grand. L'absence de toute perspective de changement politique, dans le cadre du régime actuel, est évidente. Le besoin d'une perspective révolutionnaire crédible n'a jamais été aussi net.

Mais le mouvement révolutionnaire est divisé, en crise. Tirailé entre l'activisme spontané et le dogmatisme sectaire, il n'offre pas encore de perspective globale. Le PSU lui-même est marqué par ces divergences.

CONSTITUER UNE VERITABLE UNITE DES TRAVAILLEURS

C'est pourquoi le Conseil souligne que dans la conjoncture présente le mouvement révolutionnaire doit répondre aux deux problèmes immédiats qui se posent aux travailleurs.

Le premier est celui de l'aspiration des travailleurs à l'unité. Faute d'une alternative liée aux luttes des masses, cette espérance risque de se reporter sur les négociations de sommet baptisées unité de la gauche et qui camoufleront les désaccords réels et leur incapacité à répondre concrètement aux luttes d'aujourd'hui.

Le second problème est celui de la coordination des luttes que mène aujourd'hui toute une fraction de la classe ouvrière et particulièrement les OS et les travailleurs immigrés, avec l'ensemble d'un mouvement davantage lié aux ouvriers professionnels. Il s'agit là d'une tâche urgente, car elle conditionne le passage de la découverte de la situation de classe à la conscience politique révolutionnaire.

Pour répondre à ces deux problèmes, le Conseil national précise ainsi qu'il suit la stratégie du parti :

1. - Dans toutes les luttes qu'ils conduisent, les travailleurs aspirent fermement à leur propre unité, et ils ont raison. Leur expérience quotidienne les amène à formuler la même exigence au niveau de la lutte politique nationale, et ils ont encore raison. Mais cette unité pour se réaliser doit s'attaquer aux divisions réelles qui existent parmi les travailleurs sur la hiérarchie, sur l'autogestion et les formes d'un pouvoir socialiste. C'est à travers l'unification des luttes et de leurs objectifs que ces divisions pourront être surmontées.

2. - Si la classe ouvrière reste la force principale sur le terrain de la lutte de classes, il est de plus en plus clair qu'elle a besoin d'alliés, et que la

situation lui permet de les trouver. Mais qu'il s'agisse des paysans révolutionnaires, des commerçants cherchant à dépasser l'aspect catégoriel de leurs luttes, des ingénieurs et cadres tiraillés entre l'alliance ouvrière et l'alliance patronale, des enseignants en lutte contre un système scolaire qui reproduit la division sociale du travail, des étudiants ou des lycéens, il n'existe pas d'organisation qui coïncide avec une force sociale. L'alliance de Classe se noue à travers les luttes et leur convergence progressive.

Ainsi le Parti a orienté son action autour de quatre axes au cours de l'année :

— Multiplier la tenue d'AOP à partir de luttes précises comme moyens d'une confrontation et d'une synthèse collective, et de préparer des actions.

— Créer des comités d'initiative populaire, dont le nom exact importe peu, comme moyens essentiels de préparation, de soutien et de popularisation, et de capitalisation des résultats de lutte de masse (ex. : comité d'action Larzac, comité de soutien du Joint Français, comité Vérité de Toul).

— Coordination des luttes de l'ensemble des travailleurs vivant en Europe.

— Etendre des luttes hors de l'entreprise permettant de globaliser les combats à toutes les formes de la domination capitaliste.

Mais ces initiatives restent insuffisantes tant par leur nombre et leur efficacité que par la clarté de leurs objectifs. C'est ainsi qu'une tentation réelle existe : limiter le rôle des AOP et des comités d'initiative populaire dans le cadre d'une stratégie populiste. Or nous devons affronter l'ensemble des contradictions secondaires qui divisent les travailleurs. Leur résolution ne peut se limiter ni à celles qui existent entre ouvriers et paysans, ni au soutien de la fraction la plus exploitée du prolétariat : OS et travailleurs immigrés.

A cet égard le parti a orienté son action sur ces points. Le PSU doit d'ici l'automne dresser le bilan de tout le travail fait en cette matière, notamment en ce qui concerne l'exécution du programme d'action, et s'efforcer très

systématiquement d'orienter l'effort des comités de soutien vers la traduction explicite de l'alliance de classe et de ses objectifs, plutôt que de les laisser se limiter à une tâche ponctuelle.

LA PREPARATION D'UNE CONFERENCE NATIONALE OUVRIERE

Enfin une alternative politique à la décomposition actuelle du régime ne peut se fonder sur la seule force des luttes sociales. Elle exige une confrontation politique des militants engagés dans ces luttes, qu'ils soient organisés ou non. C'est pourquoi le PSU prendra l'initiative de réunir au mois d'octobre une conférence nationale ouvrière à laquelle seront conviés tous ceux qui veulent débattre des conditions d'une véritable unité des travailleurs.

Elle sera ouverte non seulement aux travailleurs du parti mais aux militants d'autres organisations révolutionnaires qui entendent en débattre avec nous à partir d'une analyse des luttes menées au cours de cette année. Ses modalités sont précisées en annexe.

POURSUIVRE ET PRECISER L'ELABORATION D'UN PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE

Le débat a été lancé dans le parti sur ce point par le projet « La révolution qu'est-ce que c'est ? ». Il s'agit de le poursuivre mais de distinguer nettement entre un outil pédagogique destiné volontairement, à partir des questions telles que se les pose la majorité- des travailleurs, et un ensemble de propositions sur les conditions d'une transition au socialisme que le parti doit indiquer à l'occasion de son prochain congrès. Sur les thèmes principaux qui sont aujourd'hui l'enjeu du débat au sein du mouvement ouvrier et particulièrement sur l'autogestion et le problème de l'Etat, nous devons être capables de fournir non des réponses exhaustives mais de donner au mouvement révolutionnaire des armes politiques qui lui permettent d'ouvrir une alternative radicalement différente de celle qu'esquissent aujourd'hui le Parti communiste et le parti socialiste.

**AMELIORER LE RAPPORT
DES FORCES
DES TRAVAILLEURS
CONTRE LA BOURGEOISIE**

Le problème essentiel du mouvement révolutionnaire aujourd'hui est d'améliorer le rapport de force entre les travailleurs et la bourgeoisie afin de réunir les conditions d'un renversement du système. La longue progression que cela suppose exige de nombreuses victoires partielles. Le mouvement révolutionnaire ne peut être convaincant par la prêche mais par les résultats qu'il obtient. Cela exige que les résultats obtenus dans les luttes soient consolidés, et qu'ils se traduisent par une stratégie institutionnelle. L'acte posé par la municipalité de Morlaix refusant d'héberger des CRS ou du gros effort de la municipalité de St-Brieuc pour le soutien au Joint Français, représentent un usage fait par le PSU d'institutions qui est un appui efficace au mouvement révolutionnaire et montre aussi l'intérêt d'un usage tactique des institutions par un parti révolutionnaire.

Le type de critique que le PSU fait de l'unité de la gauche, sa capacité à traduire en même temps, voire à imposer sur des bases justes, une politique d'unité, doit se traduire dans ce cadre. Sa tactique pour les élections législatives, recherche d'une expression unifiée du mouvement révolutionnaire au premier tour, désistement de classe au second tour, correspond à la même exigence. Le Conseil national donne à la DPN mandat d'ouvrir avec les organisations révolutionnaires la discussion sur cette stratégie et cette tactique dans tous ses aspects, qui permettra d'arrêter en commun cette tactique.

C'est la conjugaison de ces différents éléments qui permet d'esquisser la stratégie de la prise du pouvoir. Les étapes que l'on peut aujourd'hui imaginer et en fonction desquelles l'action doit être organisée paraissent pouvoir être les suivantes :

- unité renforcée et clarifiée à travers les luttes ;
- rapport de force constamment amélioré pour le mouvement révolutionnaire par la manière même dont sont conduites les luttes ;
- usage de la légalité contre le gouvernement et le régime chaque fois que faire se peut, et dénonciation de cette légalité quand elle est au service du profit ;
- finalement, effondrement du régime devant une crise sociale et idéologique généralisée, que celle-ci se produise directement ou qu'elle résulte du développement de la lutte de classes utilisant les contradictions ouvertes par une victoire électorale d'une éventuelle « unité de la gauche ».

CONCLUSIONS ET MANDATS

Pour préciser le développement immédiat des différents aspects de cette stratégie, le Conseil national :

- décide de convoquer à l'automne 72 une conférence ouvrière dont l'objet et les modes de préparation sont précisés en annexe ;
- donne mandat à la DPN d'ouvrir un débat sur l'unité populaire avec l'ensemble des forces qui se situent dans le camp révolutionnaire ;
- décide de convoquer à l'automne 72 le VIII^e congrès national ordinaire avec le double objet de préciser le programme de transition et les voies d'accès vers le socialisme ;
- donne mandat à la DPN d'appliquer les consignes d'action définies dans l'annexe à la présente résolution.

Complément présenté par M. Rocard et M. Rungis (minorité de Paris)
Pour : 299, contre : 181, abstentions : 24, refus de vote : 16.

• **Développer le travail du parti**

La présence du parti dans les luttes, confirmée par les plus récents conflits, ne doit pas faire oublier qu'elle a manqué souvent de cohérence — faute d'une suffisante centralisation — et qu'elle n'a pas toujours échappé à l'improvisation — les moyens politiques fournis par le parti à ses militants restant en deçà de ce dont ils ont besoin.

La tâche actuelle du P.S.U. est de répondre au développement de la lutte des classes par une attitude offensive qui soit la traduction nationale de sa présence militante trop souvent locale et limitée à l'un ou l'autre front de la lutte des classes.

Ce plan de travail doit s'articuler autour de quatre thèmes principaux :

- relancer de façon pratique et sur une base politique claire le travail des diverses instances ;
- donner au parti les outils organisationnels dont il a besoin pour développer son audience ;
- lancer un large débat sur ce qu'est le pouvoir des travailleurs.

RELANCER LE TRAVAIL DES DIVERS SECTEURS D'ACTIVITE

1) Une analyse précise des luttes menées par chaque front dans chaque région doit être entreprise, analyse qui doit constituer à la fois un bilan sans complaisance du travail accompli et une réflexion politique sur sa signification.

Il importe que soit étudié de façon systématique le rôle (ou l'absence de rôle) des militants P.S.U. dans les luttes menées par les travailleurs à l'occasion de batailles exemplaires ou significatives à divers titres :

- dans les entreprises : Evian, Usinor (Dunkerque), R.A.T.P. Giroostel Pennaroya, Joint Français, Nouvelles Galeries (Thionville), S.C.P.C. (Clermont-Ferrand), Paris (Nantes), P.T.T.
- dans les luttes paysannes : viticulteurs,

Larzac, Sologne, grève du lait en Bretagne et ailleurs, batailles foncières, luttes contre les expulsions de fermiers...

— sur le cadre de vie : transports, squattages, luttes sur la rénovation pour la santé, luttes de femmes, batailles pour l'accès aux sites (bords de mer, forêts...)-

— sur le plan étudiant : ou lycéen : implantation des comités de lutte, batailles contre les expulsions gauchistes, contre la circulaire Guichard...

L'analyse politique de ces bilans — qui doivent donner lieu à la constitution de dossiers, consultables par tous — doit être menée dans tout le parti, notamment dans le cadre des commissions nationales compétentes. Cette analyse doit permettre une confrontation sérieuse de la pratique du parti avec le programme d'activité voté à Orsay en 1971.

2) La synthèse des analyses politiques et la globalisation des luttes. Si l'objectif de création à terme de comités d'initiatives populaires n'a eu qu'un début d'application, c'est notamment parce que le parti n'a pas assez entrepris de rassembler en une lutte unifiée les batailles limitées ou sectorielles où étaient engagés ses militants. Cependant, l'objectif de populariser des luttes a été largement recherché. Cela ne doit plus être : les A.O.P. circonstancielles qui sont à multiplier, faciliteront cet effort de synthèse ; mais il faut s'interroger à ce sujet sur les raisons pour lesquelles certaines A.O.P. ont échoué, de façon à ce que le lancement de nouvelles assemblées soit un succès.

3) la dimension internationale des luttes doit être spécialement réalisée par le soutien permanent apporté aux luttes des immigrés par la multiplication d'initiatives permettent aux travailleurs de divers pays de mieux assurer l'unité de leurs luttes au niveau européen (rencontres internationales de travailleurs d'un

secteur donné, popularisation de luttes menées dans une même branche).

DONNER AU PARTI LES OUTILS ORGANISATIONNELS DONT IL A BESOIN

1) moyens d'information et de discussion

— **pour tout le parti** : le rôle de T.S. doit se définir autour des objectifs suivants :

- popularisation des luttes ;
- information sur les activités militantes ;
- débat parmi les travailleurs ;
- T.S. n'est pas un simple moyen d'information et le support du débat interne, il doit s'ouvrir vers l'extérieur en étant l'expression claire et compréhensible d'un mouvement révolutionnaire.

— **pour chaque secteur d'activité** : développement des notes d'information spécialisées de P.S.U. Information ou d'un bulletin de secteur, publications spéciales sur chaque sujet important avec extraits de tracts par branche ou secteur, analyse des luttes menées... développement des assemblées de militants.

— **pour faciliter le débat entre militants** participant à ces luttes différentes et éviter ainsi la groupuscularisation sectorielle du parti ; bulletin intérieur sur les divers aspects des luttes et leur globalisation, tribunes de discussion.

2) Finances du parti

Un effort spécial s'impose : dans la régularité des versements des fédérations (les retards coûtent cher au parti, s'ils soulagent la trésorerie des fédérations.)

— proposition pour le congrès d'un nouveau barème et d'une organisation financière fédérale et nationale.

— pour T.S. : développement de la vente militante, que seule une minorité de camarades pratiquent régulièrement.

3) le service d'ordre du parti, qui a été longtemps négligé, doit devenir enfin une réalité. Il y va de la sécurité des militants dans les manifestations et les meetings et d'une façon générale, de la capacité du parti de réagir rapidement aux affrontements auxquels il sera amené à faire face.

LANCER UN LARGE DEBAT SUR CE QU'EST LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

Simultanément le P.S.U. doit prendre l'initiative de relancer le débat sur les objectifs de l'action révolutionnaire et sur ce qu'est le pouvoir aux travailleurs donc sur l'autogestion. Une avancée dans ce domaine revêt une importance capitale :

— pour l'approfondissement de la discussion au sein des milieux syndicaux (ou influencés par le syndicalisme) qui sentent de mieux en mieux notamment à la C.F.D.T. et dans son entourage — toute l'importance de ce débat et s'étonnent souvent (à juste titre) de l'imprécision de nos réponses).

— pour la poursuite de la discussion au sein du mouvement révolutionnaire (organisé ou non) qui pose en permanence la question du pouvoir des travailleurs en relation avec les problèmes de la prise du pouvoir et de l'Etat.

La réalisation de cet objectif passe en particulier par la tenue d'une **conférence ouvrière** ouverte non seulement aux travailleurs du parti, mais à tous ceux qui sont membres des groupes révolutionnaires, qui ont joué un rôle moteur dans les luttes. Ce débat permettra de nourrir le travail d'élaboration du programme du parti qui doit être centralisé, mais relié aux aspirations des travailleurs telles que les luttes les font apparaître. C'est dans cette perspective d'ensemble qu'il faut re-stituer le débat « sur la **révolution qu'est-ce que c'est** » qui ne doit pas être une démarche limitée au seul P.S.U., mais s'insérer en plein dans la lutte des masses. Il faut donc réexpliquer aux militants son objectif novateur : permettre aux masses en lutte d'exprimer vraiment, au terme des batailles qu'elles ont livrées, leurs exigences et leur expérience. C'est seulement après que des AOP circonstancielles tenues à l'issue de ces luttes auront permis cette formulation des exigences de la base, que les militants politiques peuvent entamer la discussion et la synthèse de ces exigences.

Il s'agit évidemment d'un projet ambitieux, long et qui n'a pas de précédent ; mais c'est à cette condition que l'objectif révolutionnaire collera aux exigences des masses, au lieu de leur être parachuté tout fabriqué par les organisations,

comme il est habituel (voir actuellement le livre orange du P.C. ou le programme du P.S.). Tout le parti doit être mis au courant de cette lente élaboration collective : une tribune permanente doit exister à ce propos dans T.S. donnant des informations et ouvrant la discussion.

**PREPARER SERIEUSEMENT
LA CAMPAGNE REVOLUTIONNAIRE
POUR LES LEGISLATIVES**

C'est là un des points importants du plan de travail que doit se fixer le parti. Nous l'abordons dans une proposition spéciale, jointe à ce plan.

Tribune Socialiste n° 543 – 21 juin 1972
Pages 1 et 2